

Les organisations autochtones dénoncent l'initiative REDD

L'inclusion des forêts dans le marché du carbone dans son format REDD (Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation) a été approuvée par le système des Nations unies. En 2009, le Secrétaire général de cette organisation a présenté le programme ONU-REDD, qui est mis en œuvre par trois organismes : la FAO, le PNUE et le PNUD, en étroite collaboration avec la Banque mondiale.



Posted by Olive Heffernan on December 12, 2007

Ce programme, composé d'une série de plans et de crédits destinés à compenser les émissions de carbone, a été rejeté par de nombreuses organisations sociales, écologistes et de peuples autochtones, lesquelles ont dénoncé l'initiative REDD en tant que fausse solution au changement climatique.

Le Forum international des peuples autochtones sur le changement climatique a déclaré : *“Le système REDD n'avantagera pas les peuples autochtones ; en fait, il provoquera de plus nombreuses violations des droits de ces peuples il nous volera notre terre, il provoquera des déplacements forcés, il empêchera l'accès et mettra en péril les méthodes agricoles autochtones, il détruira la diversité biologique et la diversité culturelle et provoquera des conflits sociaux. Grâce à ce système, les États et les négociants en carbone auront davantage de pouvoir sur nos forêts”.*

Même le document-cadre du programme ONU-REDD prévient que ce programme pourrait porter atteinte à certaines méthodes de conservation à but non lucratif, fondées sur des valeurs culturelles, et marginaliser les paysans sans terre et ceux qui ont des droits d'usage collectifs. Or, les marchands de carbone avancent vite. L'Australie et l'Indonésie ont annoncé qu'elles travaillent à deux projets REDD d'échange de carbone d'une valeur de 200 millions de dollars, où les forêts de l'Asie et du Pacifique serviraient à compenser les émissions de l'industrie locale.

Pourtant, les organisations vont aussi vite qu'eux pour démasquer l'initiative REDD, qu'elles qualifient de “colonialiste”, et les peuples organisés se prononcent sur la question.

Dans un communiqué publié à Puyo, Équateur, le 3 août 2009, la Confédération de Nationalités indigènes de l'Amazonie équatorienne (CONFENIAE) s'est prononcée contre toute négociation environnementale concernant les forêts et elle a annoncé que *“toute politique ou activité extractive ou de négociation sur les forêts et la diversité biologique dans nos territoires ancestraux aura des implications inimaginables, dont l'extinction de l'identité des Nations ancestrales et la perte du contrôle et de la gestion de nos territoires qui seront gérés par l'État, par des pays étrangers, par des entreprises transnationales, par des négociateurs de REDD ou par des commerçants en carbone. Le tout apportera une misère, une famine et une pauvreté extrême jamais vues auparavant, comme il arrive aujourd'hui à nos frères indigènes de l'Amazonie septentrionale de l'Équateur en raison d'intérêts géopolitiques, économiques et commerciaux”.*

Au vu de ce qui précède, la Confédération a décidé qu'elle *“ne participera sans le consentement de ses bases à aucune négociation ni dialogue sur des questions telles que les activités extractives pétrolières ou minières, l'hydroélectricité, le “Plan Socio Bosque”, les affaires REDD, les services environnementaux, etc., car certains organismes, dont l'institution Energía, Ambiente y Población et la Banque mondiale, et les négociants en carbone, en association avec les gouvernements latino-américains, prétendent négocier sur la vie des nationalités et des peuples autochtones et porter atteinte à nos droits territoriaux”.*

Leur refus des projets REDD est dû au fait qu'ils "*prétendent nous empêcher de gérer librement nos ressources et, en outre, qu'ils ne sont pas une solution définitive au problème du changement climatique, au contraire, ils ne font que l'aggraver*".

En revanche, une réponse authentique, énoncée dans le "*Guide à l'usage des peuples autochtones*". Les fausses solutions au changement climatique consisterait à honorer la Terre et le Ciel, ce qui impliquerait de :

- réduire radicalement les émissions à leur origine ;
- adopter des modes de production, de consommation et de développement respectueux de l'environnement ;
- promouvoir un changement de modèle : _donner la priorité à la planète et aux peuples
- encourager les énergies renouvelables ;
- promouvoir les solutions énergétiques locales ;
- réduire, réutiliser, recycler ;
- éliminer graduellement les industries extractives ;
- payer la dette écologique et annuler la dette extérieure pour canaliser des ressources vers la solution du changement climatique ;
- promouvoir la souveraineté des peuples sur l'énergie, les forêts, la terre et l'eau ;
- pratiquer la conservation et la gestion des ressources naturelles en se fondant sur les droits de l'homme ;
- appliquer la déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones ;
- démarquer et protéger les territoires des peuples autochtones ;
- arrêter le déboisement et s'attaquer à ses causes profondes ;

source : WORLD RAINFOREST MOVEMENT
Mars 2010